

Coup de pompe pour les IDE

• **Le flux recule de 16,7% à fin mai**

• **La Banque centrale prévoit des recettes autour de 3,4% du PIB**

VOILÀ une petite fragilité qui mérite un traitement de la part des pouvoirs publics. Les recettes des IDE se sont établies à 13,9 milliards de DH à fin mai en retrait de 4,9%. En parallèle, les dépenses (assistance technique et dividendes notamment) ont pris 18,4% atteignant 5,8 milliards de DH. Le flux des investissements directs étrangers a ainsi baissé de 16,7%. Il s'est établi à 8,1 milliards de DH contre 9,7 milliards à la même période de l'année dernière, soit un recul de 1,6 milliard de DH.

Dans ses prévisions, Bank Al-Maghrib reste néanmoins optimiste. Elle estime que les IDE devraient osciller autour d'un

montant équivalent à 3,4% du PIB cette année. Selon l'OCDE, depuis 2011 les flux d'investissement reçus par le Maroc en pro-

portions du PIB sont relativement stables, à environ 3 %, même si ce ratio a légèrement reculé en 2016, à 2,2%. Le Maroc améliore depuis quelques

années son score dans Doing Business et dans les rapports internationaux mais il traîne toujours des boulets par rapport à la

de Maroc Export et de l'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI) ne constituent pas une stratégie! En tout cas, les IDE dépassent rarement le cap des 30 milliards de DH par an: Ils étaient à 32,7 milliards en 2018 contre 26 milliards en 2017, 21,1 milliards en 2016 et 31,7 milliards en 2015. Cette dernière année était marquée par le lancement des travaux de construction du site de PSA au Maroc et par l'attribution, sur appel d'offres international, au groupe saoudien Acwa Power de la réalisation et de l'exploitation des deux centrales Noor II et Noor III du plan solaire marocain, pour un investissement de près de 1,5 milliard d'euros.

Depuis 2010, la part du Maroc dans le total des flux d'investissements internationaux de la région Mena a régulièrement progressé pour atteindre 13 % en 2015. Cette part avait constamment diminué durant la période qui a

précédé la crise: passant de 5 % en 2005 à 2 % en 2010.

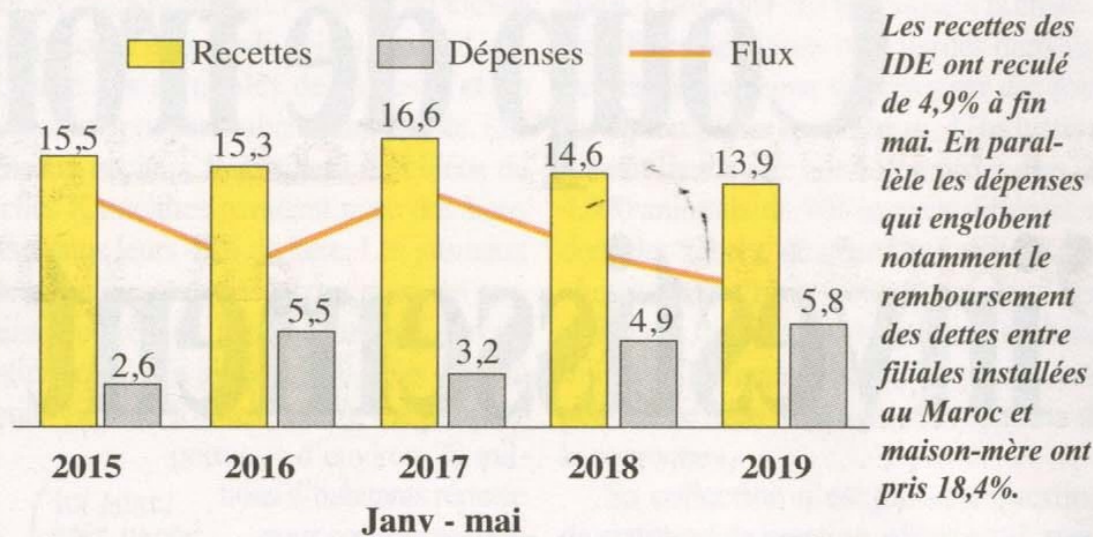
Dans son examen des statistiques d'investissements directs internationaux au Maroc l'OCDE avait relevé que les opérations de prêts interentreprises occupent une place particulièrement importante dans les flux d'IDE reçus par le Maroc: 31% en 2015 et 24% en 2016. Ils étaient respectivement à 4 % en 2013 et 11 % en 2014. Les flux d'IDE sous forme de participations et les réinvestissements de bénéficiaires ont représenté 60 % des flux entrants en 2015 et 10 % en 2016.

Par ailleurs, sur les cinq premiers mois de l'année les entreprises marocaines ont été assez dynamiques à l'étranger. Le flux net des investissements réalisés hors des frontières a augmenté de 1,3 milliard de DH s'établissant ainsi à 3,7 milliards de DH. □

Khadija MASMOUDI

Investissements directs étrangers au Maroc

(En milliards de DH)



Source: Office des changes

justice, le marché du travail, la qualité du système d'enseignement et de la formation professionnelle ainsi que la corruption.

Sur la protection des investisseurs minoritaires, il a reculé de deux rangs dans le classement 2019: 64e dans le monde et 6e en Afrique et dans la région Mena. Cela a poussé le gouvernement à accélérer la publication en avril, de deux lois relatives par actions, aux noms collectifs, à commandite simple, en participation et à responsabilité limitée. Il s'agit d'une mise à niveau juridique censée mettre le Maroc au diapason des standards internationaux en matière de gouvernance et de transparence des entreprises. Mais cela est-il suffisant?

L'environnement des affaires est-il favorable et le package de mesures incitatives est-il attractif? Et où est la charte de l'investissement? Ce dispositif devrait, en principe, donner de la visibilité au moins sur le moyen terme aux investisseurs. Car à elles seules la réforme des CRI et la fusion